



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

COPIE SIT

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau des Installations Classées

Affaire suivie par Francine Fauvel

☎ 03.87.88.97

📠 :03.87.34.85.15

**A R R E T E**

N° 2006 - DEDD/1 - 331

en date du 22 septembre 2006

prescrivant à la Société REGEPLAST la remise  
en état de son site de BEHREN-LES-FORBACH.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.514.1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application des dispositions susvisées et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu le récépissé de déclaration n° 2005-0188 du 8 septembre 2005, délivré à la Société REGEPLAST pour l'exploitation d'une installation spécialisée dans le triage et la mise en balle de matière plastique à BEHREN-LES-FORBACH et classée sous la rubrique n° 2662-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2006-AG/2-33 du 13 janvier 2006 mettant en demeure la Société REGEPLAST à BEHREN-LES-FORBACH de déposer, dans un délai de trois mois, un dossier de régularisation administrative de ses installations ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées du 24 juillet 2006 établi suite à une visite d'inspection du site effectuée le 1<sup>er</sup> juin 2006 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 29 août 2006 ;

Considérant que le Tribunal d'Instance de FORBACH a ordonné l'expulsion de l'entreprise pour défaut de paiement de loyers ;

Considérant que la Société REGEPLAST a déclaré vouloir transférer ses activités sur un site à SAINT-AVOLD ;

.../...

Considérant que la Société REGEPLAST n'a plus les moyens d'exercer ses activités sur son site de BEHREN-LES-FORBACH ;

Considérant que les activités exercées par la Société REGEPLAST sur son site de BEHREN-LES-FORBACH, sont visées par la nomenclature des installations classées et sont soumises à autorisation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

## **A r r ê t e**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La Société REGEPLAST devra remettre en état son site de BEHREN-LES-FORBACH, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, en application des articles 34-1, 34-2 et 34-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site seront communiquées à l'inspection des installations classées sous un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 :**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du titre 1 du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

### **Article 3 - Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de BEHREN-LES-FORBACH et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

#### **Article 4 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

#### **Article 5 - Exécution de l'arrêté**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,  
Le Sous-Préfet de FORBACH,  
Le Maire de BEHREN-LES-FORBACH ,  
Les Inspecteurs des Installations Classées,  
et tous les agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté, par le demandeur ou l'exploitant, devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois suivant sa notification et dans les dispositions précisées à l'article L.514-6 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement. Dans ce même délai un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).

METZ, le 22 septembre 2006

LE PREFET,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
Signé Bernard GONZALEZ